



**AMBASSADE  
DE FRANCE  
EN FINLANDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

---

## Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants : *Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).*

### Mercredi 28 mai 2025

Politique étrangère .....	2
Le gouvernement a transmis au Parlement son projet relatif au retrait de la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel.....	2
Selon le ministre de la Défense Antti Häkkinen, rien n'indique que Poutine souhaite participer à des négociations pour la paix .....	2
Le Président Stubb a rencontré le Chancelier allemand Merz.....	2
Visite en Finlande du Chancelier fédéral allemand, Friedrich Merz.....	3
Israël – Palestine .....	3
Le gouvernement ne semble pas avoir de ligne commune sur la reconnaissance de la Palestine – les partis divisés sur les conditions nécessaires pour une reconnaissance .....	3
Les exportations de la Finlande vers Israël continuent et ont même augmenté.....	4
Politique intérieure.....	5
L'opposition critique le projet du gouvernement sur la limitation des services de santé pour les sans-papiers .....	5
Diminution de l'immigration liée au travail.....	6
Selon Sitra, l'immigration ne suffira peut-être pas à pallier la diminution de la population en âge de travailler .....	6
Social.....	6
Finnair va annuler plus de 100 vols vendredi.....	6

## **Politique étrangère**

### **Le gouvernement a transmis au Parlement son projet relatif au retrait de la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel**

Le 28 mai 2025, le gouvernement a approuvé un projet de retrait de la Convention d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel. Ce projet est désormais soumis au Parlement. Le retrait nécessite également l'approbation du Parlement, l'approbation du Président de la République et la soumission de l'instrument de retrait au Secrétaire général des Nations Unies.

Le gouvernement propose que le Parlement donne son approbation au retrait de la Finlande de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, adoptée à Oslo le 18 septembre 1997 (également appelée Convention d'Ottawa ou Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel). La Finlande a adhéré à la Convention en 2012.

Le 1er avril 2025, le gouvernement a décidé d'entamer les préparatifs en vue de son retrait de la Convention d'Ottawa. Cette décision s'appuyait sur un rapport des forces armées et sur les travaux préparatoires des ministères de la Défense et des Affaires étrangères.

Le projet gouvernemental comprend un projet de loi visant à abroger la loi relative à l'application de la Convention d'Ottawa. Il suggère également d'apporter les modifications résultant de ce retrait au Code pénal, à la loi sur les mesures coercitives et à la loi sur la discipline militaire et la lutte contre la criminalité dans les forces armées.

Le projet évalue également les impacts du retrait, notamment sur la défense nationale et la politique étrangère et de sécurité de la Finlande. Il évalue également les impacts de l'introduction de mines antipersonnel dans le système de défense finlandais.

Le projet est maintenant soumis au Parlement. Le Président de la République se prononcera sur le retrait de la Finlande de la Convention après l'approbation du Parlement. Le retrait prendra effet six mois après la réception de l'instrument de retrait de la Finlande par le Secrétaire général des Nations Unies, dépositaire de la Convention.

Le projet du gouvernement a été élaboré par un groupe de travail dirigé par le ministère des Affaires étrangères. Des commentaires sur le projet ont été sollicités sur le site web du gouvernement du 17 avril au 16 mai 2025. Quarante-deux institutions et six particuliers ont soumis leurs commentaires, et le projet du gouvernement a ensuite été finalisé sur la base de ces commentaires. Le projet du gouvernement, les commentaires reçus et un résumé de ceux-ci sont disponibles sur la page du projet gouvernemental.

[https://valtioneuvosto.fi/-/ottawan-sopimuksen-irtisanomista-koskeva-hallituksen-esitys-annettu-eduskunnalle?language=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/ottawan-sopimuksen-irtisanomista-koskeva-hallituksen-esitys-annettu-eduskunnalle?language=en_US)

### **Selon le ministre de la Défense Antti Häkkinen, rien n'indique que Poutine souhaite participer à des négociations pour la paix**

Le ministre de la Défense, Antti Häkkinen, estime que la Russie prépare pleinement des combats cet été et que cela laisse entendre que le Président Poutine n'a pas de réel objectif de participer aux négociations pour la paix.

Pour Häkkinen, il est clair que l'Europe et les Etats-Unis devront augmenter les sanctions contre la Russie et renforcer le soutien à l'Ukraine, sinon la pression ne sera pas suffisante.

Selon lui, les pays occidentaux sont prêts à soutenir l'Ukraine aussi longtemps que de besoin, et c'est le message que l'on souhaite transmettre à la Russie. Häkkinen souhaite que les Etats-Unis aient la volonté de faire avancer le paquet de sanctions en préparation. Parallèlement, il faut que dans l'UE, on soit prêt à durcir les sanctions. C'est primordial, selon lui. Il faut que les Européens prennent conscience de ce qu'ils peuvent faire et non seulement sur ce que peuvent faire les Etats-Unis.

IL

### **Le Président Stubb a rencontré le Chancelier allemand Merz**

Le Président Alexander Stubb a rencontré le Chancelier fédéral allemand, Friedrich Merz, hier, à la résidence d'été présidentielle de Kultaranta, à Naantali.

Le Président Stubb et le Chancelier Merz ont discuté de la sécurité européenne, de la voie vers une paix juste et durable en Ukraine et sur la situation au Proche-Orient, ainsi que sur une coopération plus étroite entre la Finlande et l'Allemagne.  
Presidentti.fi

### **Visite en Finlande du Chancelier fédéral allemand, Friedrich Merz**

Helsingin Sanomat relève que le chancelier allemand Merz a constaté, mardi, que l'Allemagne était extrêmement inquiète concernant les actions d'Israël à Gaza.

Concernant le conflit entre la Russie et l'Ukraine, Merz a dit que la Russie n'est pas actuellement intéressée par un cessez-le-feu ni un traité de paix.

Helsingin Sanomat relève que la position de l'Allemagne en ce qui concerne Israël est devenue plus dure ces derniers jours mais que, lors de la visite de Merz, on n'a pas obtenu de réponses à la question de savoir ce que cela pourrait signifier concrètement.

Lors de sa conférence de presse avec le Premier ministre Petteri Orpo mardi matin, il n'a pas souhaité commenter le fait de savoir si son pays allait interrompre l'exportation d'armement en Israël ou s'il conviendrait de mettre en place des sanctions contre des ministres israéliens. Il a dit que des échanges étaient menés au sein du gouvernement.

Il a dit que l'Allemagne était extrêmement inquiète du renforcement des actes de guerre à Gaza et de la façon de l'armée d'Israël de détruire des populations civiles et leur engendrer une souffrance énorme.

Selon lui, il faut être en contact avec Israël. L'action israélienne de ces derniers jours ne rentre pas dans le cadre de mesures indispensables de lutte contre le terrorisme, selon lui.

Orpo a dit que ce qu'on a vu ces derniers jours était absolument inacceptable. Il faut selon lui faire arrêter d'engendrer une telle souffrance et de tuer des gens.

Concernant l'Ukraine, Merz a constaté que les efforts pour un cessez-le-feu n'ont pas réussi. Ni Poutine ni la Russie de Poutine ne sont actuellement intéressés par un cessez-le-feu, une trêve ou un traité de paix. La guerre prendra encore du temps et cela signifie que rien ne changera en matière de soutien à l'Ukraine, selon lui.

Orpo se félicite de la déclaration de Merz sur le fait que l'Allemagne était prête à investir dans « l'armée la plus puissante de l'Europe » et à accepter le niveau de dépenses de la défense demandé par le Président Trump.

Merz a indiqué qu'il a invité le Premier ministre Orpo pour une visite officielle en Allemagne.

Helsingin Sanomat relève que lors de la conférence de presse, Merz a soulevé la défense de la frontière orientale de la Finlande comme étant dans les intérêts y compris de l'Allemagne. « La frontière extérieure de la Finlande est également notre frontière extérieure, celle de l'Allemagne et de l'UE. »

Merz qui a lors d'une visite précédente visité l'abri de protection civile de Merihaka à Helsinki, a dit que la Finlande montrait l'exemple aux autres dans la prévention et la préparation.

HS/A8

## ***Israël – Palestine***

### **Le gouvernement ne semble pas avoir de ligne commune sur la reconnaissance de la Palestine – les partis divisés sur les conditions nécessaires pour une reconnaissance**

Les partis du gouvernement ne semblent pas avoir de ligne commune sur la reconnaissance de la Palestine. Les partis sont notamment divisés sur les conditions nécessaires pour que la reconnaissance de la Palestine soit possible.

Le Premier ministre Petteri Orpo (Coalition nationale) a dit lundi qu'il faudrait « une entité que l'on puisse reconnaître », et que « le Hamas, une organisation terroriste, ne peut pas être une telle entité ». Le Premier ministre a également souligné qu'il faut un « cessez-le-feu immédiat », ce qui dépend largement d'Israël.

La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen (Coalition nationale) a dit que Palestine doit être reconnue à un moment où la reconnaissance ferait avancer au mieux les négociations sur la solution à deux États.

Jukka Kopra, président du groupe parlementaire de la Coalition nationale, a déclaré lundi que les conditions suivantes devraient être remplies avant la reconnaissance de la Palestine : la livraison de l'aide humanitaire doit être autorisée, un cessez-le-feu doit être établi dans la région, Hamas doit libérer les otages et les négociations de paix doivent être ouvertes. Selon Kopra, une Palestine dirigée par le Hamas ne peut être reconnue.

Selon le président du groupe parlementaire des Vrais Finlandais, Jani Mäkelä, la question se pose notamment sur la crédibilité de l'autorité qu'il y aurait en Palestine, ainsi que sur la reconnaissance du droit d'existence et de sécurité d'Israël par cette autorité. Selon Mäkelä, même si les conditions évoquées par Jukka Kopra étaient remplies, cela ne veut pas dire que la Palestine serait automatiquement reconnue.

Pour les Chrétiens-Démocrates, en plus de la sécurité d'Israël, une des conditions pour que reconnaître l'État palestinien soit possible est la reconnaissance de l'État israélien par les pays arabes. Par exemple Iran, Liban et Irak n'ont pas reconnu l'État d'Israël.

Selon le président du groupe parlementaire des Chrétiens-Démocrates, Peter Östman, la toute première condition pour la reconnaissance de la Palestine est que le Hamas libère les otages. Le président du Parti populaire suédois, Anders Adlercreutz, remarque que reconnaître l'État palestinien ne veut pas dire reconnaître le Hamas. Selon Adlercreutz, la reconnaissance de l'administration du Fatah en Cisjordanie « ne serait pas une décision dramatique ».

Parmi l'opposition, les avis diffèrent partiellement de ceux des partis du gouvernement. L'Alliance des gauches et les Verts soulignent que, par exemple, la libération des otages ne peut pas être exigée dans la situation actuelle. Selon la présidente des Verts, Sofia Virta, il est évident que les otages doivent être libérés, mais que l'aide humanitaire, le cessez-le-feu et les négociations de paix, qui dépendent d'Israël, ne peuvent pas constituer des conditions pour la reconnaissance de l'État palestinien.

La présidente de l'Alliance des gauches, Minja Koskela, souligne également que le parti condamne l'attaque terroriste du Hamas et exige que les otages soient libérés.

« La Norvège, l'Espagne et l'Irlande ont récemment reconnu la Palestine, et à notre avis, la Finlande pourrait le faire aussi sans réserve justement pour que le processus de paix puisse commencer, le génocide soit arrêté et les otages soient libérés », dit Koskela.

Le 18 juin, l'ONU accueille à New York une conférence sur la reconnaissance de l'État palestinien, organisée par la France et l'Arabie saoudite. On s'attend à ce que la France et la Grande-Bretagne vont reconnaître la Palestine.

Tytti Tuppurainen, présidente du groupe parlementaire du PSD, est d'avis que la Finlande doit reconnaître l'État palestinien au même moment. Tuppurainen souligne que le PSD appelle en même temps à soutenir une autorité palestinienne modérée, condamne la domination du Hamas à Gaza et exige que les otages soient libérés.

« Il n'y a pas un seul pays de l'UE qui aurait reconnu une Palestine dirigée par le Hamas. Tous les efforts ont pour l'objectif de soutenir une autorité palestinienne modérée et les pouvoirs démocratiques », remarque Tuppurainen.

Le président du Centre, Antti Kaikkonen, ne voit pas la reconnaissance de la Palestine comme une solution au conflit. Kaikkonen ne considère pas que la décision de la Finlande constituerait « un tournant », même si elle a un rôle à jouer.

Pour Kaikkonen, la reconnaissance doit faire partie du processus de paix. Il est essentiel de suivre ce que les autres pays font à ce sujet, selon lui. Le Centre n'a pourtant pas de position officielle par rapport à la conférence à New York.

« Le Centre donne son soutien à l'évaluation du président de la République et à la direction de l'État sur ce sujet difficile », conclut Kaikkonen.

HS

## **Les exportations de la Finlande vers Israël continuent et ont même augmenté**

Malgré la guerre à Gaza, les exportations de la Finlande vers Israël continuent et ont même augmenté.

L'année dernière, la valeur des exportations a dépassé 200 millions d'euros, contre 190 millions d'euros en 2023. La valeur des importations d'Israël vers la Finlande était près de 90 millions d'euros.

Le commerce entre la Finlande et Israël reste assez faible : il représente moins d'un pourcent de la valeur totale du commerce extérieur de la Finlande.

La guerre n'a pas affecté les entreprises finlandaises : les exportations et les importations ont continué de manière stable.

La Finlande exporte principalement du papier et du bois vers Israël, et notamment des engrais, des médicaments, des produits électroniques et des fruits sont importés d'Israël vers la Finlande.

En 2023, la Finlande a conclu un accord avec Israël pour acheter un système de missile antiaérien, le bouclier de David. Le prix d'achat est de 316 millions d'euros.

Parmi les produits alimentaires, principalement des fruits, provenant des territoires palestiniens occupés par Israël sont également importés en Finlande. L'année dernière, les fruits importés des territoires palestiniens occupés avaient une valeur totale de près de 150 000 euros.

L'ONG finlandaise sur la responsabilité globale des entreprises, Finnwatch, a demandé à plusieurs reprises à la Finlande et aux entreprises finlandaises de mettre fin à toutes les importations provenant des colonies. L'entreprise publique de boissons alcoolisées Alko a arrêté de vendre de tels produits fin 2023.

Kauppalehti

## ***Politique intérieure***

### **L'opposition critique le projet du gouvernement sur la limitation des services de santé pour les sans-papiers**

Lors du débat d'orientation hier, l'opposition a durement critiqué le projet du gouvernement qui cherche à limiter les services de santé pour les sans-papiers.

En ce moment, selon la loi, les sans-papiers ont le droit de recevoir des soins « urgents » et aussi des soins « indispensables » de la part des services de santé finlandais. Le changement proposé limiterait ce droit seulement aux soins urgents.

La ministre des Affaires sociales et de la santé Kaisa Juuso a commencé le débat d'orientation en disant que « la législation ne doit pas encourager le séjour illégal en Finlande ».

Selon l'opposition, il s'agit d'un projet « méchant », « idéologique » et « cher ». La députée de l'Alliance des gauches, Veronika Honkasalo, a dit qu'il s'agit « d'un des plus cruels projets du gouvernement ».

La députée du PSD Krista Kiuru s'est interrogée sur la pertinence de ce changement car, selon le projet du gouvernement, les sans-papiers auraient quand-même toujours le droit aux « soins indispensables non urgents », si l'état de santé de la personne l'exige ou si le manque de soins poserait un risque pour le reste de la population.

Le député des Vrais Finlandais, Miko Bergbom, a défendu le projet du gouvernement en disant que la Finlande « n'est pas le bureau de l'aide social du monde entier ». Selon le député de la Coalition nationale, Ben Zyskowicz, les sans-papiers « défient notre système judiciaire » et ce changement « serait un message qu'ils doivent quitter notre pays ».

Le projet du gouvernement concernerait seulement le minimum requis pour les régions de santé. Les régions de santé ont le droit de continuer de proposer des services selon la législation actuelle. Par exemple la région de santé de la capitale a déjà annoncé continuer à appliquer la législation actuelle.

Selon les estimations, il y a entre 3000 et 4000 sans-papiers en Finlande.

HS

### **Diminution de l'immigration liée au travail**

Helsingin Sanomat rend compte de la diminution de presque 50 % de l'arrivée en Finlande de demandeurs d'asile. 2900 demandes ont été déposées en 2024, contre 5400 en 2023.

De plus, selon le rapport annuel du réseau européen des migrations, l'immigration avec un motif professionnel a diminué notamment concernant le secteur social et de la santé et dans le bâtiment.

L'office national de l'immigration, Migri, relève que les premiers permis de séjour accordés dans le secteur de la construction ont chuté de 72 % en 2024 par rapport à l'année précédente. Dans un communiqué, Migri indique que la mauvaise conjoncture économique et l'augmentation du taux d'intérêt ont eu un impact sur la diminution du nombre de permis accordés. Dans le secteur social et de la santé, c'est la faible situation économique des régions de santé et du secteur public qui se reflète sur le nombre de permis.

Selon le réseau européen des migrations, l'immigration pour le travail plus généralement a diminué de 23 % par rapport à 2023.

En revanche, la tendance de l'immigration des étudiants est à la hausse. En 2024, des demandes de permis de séjour pour études ont été déposées plus que jamais, au total 14 200, soit 10 % de plus par rapport à 2023.

Les liens familiaux constituent le premier motif pour les permis de séjour. Là aussi, les chiffres sont en diminution, mais concernant les demandes de reconduction de permis de séjour, il y en a eu plus qu'en 2023.

HS/21.5/A12

### **Selon Sitra, l'immigration ne suffira peut-être pas à pallier la diminution de la population en âge de travailler**

Sitra estime que la Finlande devra se préparer à ce que le nombre de personnes en âge de travailler diminue et que l'immigration ne suffira pas à pallier à ce problème.

Selon une prévision sur l'évolution démographique pour la période allant de 2025 en 2070, le nombre de personnes en âge de travailler commencera à diminuer dans les années 2040.

Selon l'économiste en chef de Sitra, Matti Paavonen, même une immigration nette de 40 000 personnes ne suffirait pas pour permettre une croissance constante du nombre de personnes en âge de travailler.

L'immigration est essentielle pour l'économie, mais en Finlande, on ne pourra pas compter sur elle seule, selon Sitra. L'évolution est en dernier lieu déterminée par le faible taux de natalité.

Selon l'institut de recherche économique Etila qui a étudié l'impact sur l'économie de différents scénarios démographiques, une immigration nette de 24 000 personnes suffirait à retarder de quelques décennies les problèmes pour l'économie publique et les finances publiques engendrés par le vieillissement de la population.

KL/22.5/6-7

## **Social**

### **Finnair va annuler plus de 100 vols vendredi**

Finnair va annuler plus de 100 vols vendredi à cause du mouvement social du personnel des services au sol. Les grèves de 4 heures vont affecter par exemple la maintenance des avions. Le syndicat du personnel a rejeté aujourd'hui une proposition de résolution de ce conflit du travail. Le syndicat sera en grève également les 2 et 4 juin.

Selon Finnair, les annulations du vendredi vont affecter environ 8000 voyageurs.

MTV